



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/12
9 novembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS



COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-onzième réunion
Montréal, 5-9 décembre 2022
Point 7(a)(i) de l'ordre du jour provisoire¹

RAPPORT PÉRIODIQUE GLOBAL AU 31 DÉCEMBRE 2021

Introduction

1. Le rapport périodique global résume les progrès et les données financières des agences bilatérales et d'exécution² au 31 décembre 2021, comme communiqués dans leurs rapports périodiques respectifs³ au Secrétariat.
2. Le rapport périodique global et les rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution portent sur toutes les substances réglementées au titre du Protocole de Montréal. Compte tenu que les activités et projets sur les HFC ont été financés à partir des contributions ordinaires au Fonds multilatéral, ou au moyen des contribution supplémentaires volontaires de 17 pays non visés à l'Article 5 souhaitant offrir un soutien pour le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali,⁴ les informations portant sur ces projets sont présentées séparément, selon la source de financement. L'analyse

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/1

² Les agences suivantes ont remis un rapport périodique : Allemagne, Australie, Canada, Espagne, France, Italie, Japon, PNUD, PNUE, ONUDI et Banque mondiale (documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/13 à UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/17).

³ Le Comité exécutif a demandé que des renseignements détaillés sur chacun des projets soient mis à la disposition des membres du Comité et une version papier offerte sur demande (décision 19/23). La base de données du rapport périodique global est disponible dans un chiffrier Microsoft Excel, sur le site Intranet du Comité exécutif.

⁴ Le Comité exécutif a accepté avec satisfaction, à sa 77^e réunion, les contributions supplémentaires annoncées par 17 pays non visés à l'Article 5 pour permettre le démarrage rapide de la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, étant entendu que ce financement ne serait offert qu'une seule fois et qu'il ne changerait en rien les contributions des pays donateurs. Les Parties contributrices sont : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

contenue dans le présent document s'appuie sur les quantités exprimées en tonnes PAO pour toutes les substances réglementées à l'exception des HFC qui sont mesurés en tonnes éq. CO₂.⁵

Processus d'analyse par le Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné individuellement tous les rapports périodiques annuels proposés par les agences bilatérales et d'exécution. L'analyse a été effectuée en fonction des étapes déterminées pour les projets d'investissement et ne portant pas sur des investissements, notamment la signature des accords ; la date de d'émission du premier décaissement ; l'état de l'achat et de l'installation de l'équipement ; l'état des services offerts, y compris la formation des techniciens en réfrigération et des douaniers ; le niveau de décaissement des sommes approuvées ; l'achèvement opérationnel et financier du projet ; et le retour des soldes.

4. Des problèmes possibles ont été soulevés pendant l'examen des projets, notamment la non-signature des accords ; l'absence d'un administrateur du Bureau national de l'ozone ; l'absence de rapports périodiques financiers ; les retards dans le processus d'achat ; l'absence de technologies de remplacement sur les marchés locaux ; et les questions de sécurité dans les pays. Tous les projets pour lesquels des questions demeurent en instance présentaient un faible niveau de décaissement des fonds et/ou faisaient l'objet d'une demande de report de la date d'achèvement.

5. Le Secrétariat s'est entretenu à plusieurs reprises avec les agences bilatérale et d'exécution concernant les projets et activités pour lesquels des questions demeurent en instance et plusieurs questions ont été réglées de façon satisfaisante. En ce qui concerne les projets pour lesquels les questions n'ont pas pu être réglées, les recommandations proposées pour examen par le Comité exécutif ont été abordées et convenues avec les agences bilatérales et d'exécution. Les projets et activités pour lesquels un report de la date d'achèvement a été demandé sont examinés dans les documents principaux, tandis que les projets⁶ pour lesquels des questions demeurent en instance sont joints à l'annexe III aux différents rapports des agences bilatérales et d'exécution. Les recommandations seront abordées au cours des échanges sur les rapports périodiques des différentes agences à la 91^e réunion.

6. Conformément à la décision 84/45(c), le Secrétariat a recensé tous les éléments des projets pluriannuels dont la mise en œuvre accuse du retard et en a informé les agences bilatérales et d'exécution concernées. Les recommandations du Secrétariat sont indiquées à l'Annexe III des différents rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution.

7. Ce document comprend les sections suivantes :

- I. Projets approuvés pour toutes les substances réglementées au titre des contributions ordinaires au Fonds multilatéral. Cette partie récapitule l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets pour 2021 et les progrès cumulatifs depuis 1991, tenant compte de toutes les substances réglementées en vertu du Protocole de Montréal, y compris les substances figurant à l'Annexe F (HFC). Elle examine également l'état d'avancement de chaque projet en cours⁷ au niveau des pays. Elle recense les projets présentant des retards dans la mise

⁵ Conformément à la décision 84/12(a)(iv), la mesure des HFC exprimée en tonnes éq. CO₂ est incluse dans les rapports périodiques soumis à la 91^e réunion.

⁶ A l'exception de ceux examinés dans les documents de proposition de projet pertinents, au titre des rapports sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise de rapports (UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/18), ou au titre des tranches connaissant des retards dans la mise en œuvre (UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/21).

⁷ Les projets en cours sont tous les projets qui étaient en cours de mise en œuvre au 31 décembre 2021. Les principaux indicateurs de progrès comprennent : le pourcentage de fonds décaissés et le pourcentage de projets ayant commencé à décaisser des fonds ; le financement devant être décaissé d'ici la fin de l'année exprimé en pourcentage du financement approuvé ; la durée moyenne des retards prévus dans la mise en œuvre ; et les renseignements consignés dans la colonne réservée aux remarques dans la base de données des rapports périodiques.

en œuvre et l'incidence potentielle sur l'élimination des substances réglementées, ainsi que les projets comportant des questions en suspens qui seront examinées par le Comité exécutif.

- II. Projets approuvés pour les substances de l'Annexe F (HFC) au titre des contributions volontaires supplémentaires pour apporter un soutien à mise en œuvre rapide à la réduction progressive des HFC.⁸
- III. Observations du Secrétariat
- IV. Recommandation.

8. Les rapports périodiques des agences bilatérales ou d'exécution ne comprenaient aucune question d'orientation pour examen par le Comité exécutif. Aucune question d'orientation n'a été identifiée pendant l'examen par le Secrétariat des rapports périodiques.

I. Projets approuvés pour toutes les substances réglementées au titre des contributions ordinaires au Fonds multilatéral

I.1 Avancement de la mise en œuvre des projets en 2021 et progrès cumulatifs depuis 1991

9. En date du 31 décembre 2021, le Comité exécutif avait approuvé 3,87 milliards \$ US pour des projets pour les agences bilatérales et d'exécution, soit 3,46 milliards \$ US pour la mise en œuvre de projets d'investissement et de projets ne portant pas sur des investissements, et 406,14 millions \$ US de coûts d'appui d'agence, comme indiqué au tableau 1.

Tableau 1. Financement approuvé par secteur et par agence au 31 décembre 2021 (\$ US)

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Bilatérales	Total
Aérosols	26 054 837	882 689	34 397 921	22 984 030	2 051 914	86 371 391
Destruction	3 606 279	190 040	3 805 540	400 000	1 526 282	9 528 141
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	0
Mousse	173 140 713	0	89 067 239	136 059 064	8 093 730	406 360 746
Halon	4 996 973	767 640	1 780 369	70 221 038	6 147 361	83 913 381
Plan de réduction progressive des HFC	3 183 000	2 218 000	2 574 000	405 000	560 000	8 940 000
Fumigènes	20 081 241	2 614 366	78 028 741	5 837 887	18 226 925	124 789 159
Secteurs multiples	0	0	139 440	2 341 168	0	2 480 608
Divers	0	0	11 317 246	5 059 360	0	16 376 606
Plan d'élimination finale	378 675 934	70 596 786	371 348 627	210 870 717	72 352 556	1 103 844 620
Agents de transformation	1 286 923	0	6 337 359	114 342 497	0	121 966 779
Production	1 056 000	0	52 655 745	378 896 283	10 000 000	442 608 028
Réfrigération	139 598 314	13 868 100	182 212 578	180 259 970	40 910 116	556 849 078
Multiple	67 812 809	273 001 282	19 820 441	29 413 466	4 759 718	394 807 716
Solvants	63 699 997	198 860	23 247 443	10 237 394	2 512 738	99 896 432
Stérilisants	417 628	0	0	661 227	0	1 078 855
Sous-total	883 610 648	364 337 763	876 732 689	1 167 989 100	167 141 340	3 459 811 540

⁸ Conformément à la décision 84/12(b), un rapport périodique détaillé offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, du niveau de financement approuvé et décaissé, et des difficultés potentielles pouvant survenir pour mener à bien les projets et les activités est présenté dans l'Annexe V au présent document.

Secteur	PNUD	PNUE	ONUDI	Banque mondiale	Bilatérales	Total
Coûts d'appui d'agence	121 270 538	30 104 814	116 489 330	122 146 142	16 130 410	406 141 234
Total	1 004 881 186	394 442 577	993 222 019	1 290 135 242	183 271 751	3 865 952 774

10. En 2021, 296 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait entraîner l'élimination de 472 848 tonnes PAO et 521 729 tonnes éq. CO₂⁹ de consommation et de production de substances réglementées. L'Annexe I indique l'état de la mise en œuvre des projets par pays en 2021.

11. Le tableau 2 indique l'état de la mise en œuvre des projets, décaissement des fonds inclus, par type de projet au 31 décembre 2021. L'Annexe II présente des informations analytiques depuis 1991.

Tableau 2. État de la mise en œuvre des projets par type au 31 décembre 2021

Type	Nombre de projets*			Financement (\$ US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Programme de pays	165	165	100	7 266 559	7 266 559	0	100
Démonstration	134	131	98	61 261 561	60 066 103	1 195 458	98
Renforcement institutionnel (RI)	1 355	1 206	89	160 142 318	142 336 225	17 806 093	89
Investissement	3 192	2 949	92	2 735 692 801	2 580 254 223	155 438 579	94
Préparation de projet	1 855	1 680	91	97 717 604	85 633 293	12 084 310	88
Appui technique	1 934	1 691	87	371 923 934	328 274 741	43 649 193	88
Projets de formation	324	324	100	25 806 763	25 806 763	0	100
Total	8 959	8 146	91	3 459 811 540	3 229 637 906	230 173 634	93

*À l'exclusion des projets clos ou transférés.

**À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

12. Le résumé des activités et des projets mis en œuvre par les agences bilatérales et d'exécution en 2021 et cumulatif de 1991 au 31 décembre 2021 est présenté ci-dessous :

- (a) **élimination** :¹⁰ une quantité de 2 870,1¹¹ tonnes PAO et 15 873 tonnes éq. CO₂ de consommation de substances réglementées a été éliminée en 2021 et l'approbation a été donnée pour en éliminer 3 168,8 tonnes PAO de plus. Au total, 292 086 tonnes PAO et 305 336 tonnes éq. CO₂ de consommation et 205 377 tonnes PAO de production de substances réglementées ont été éliminées par rapport à un total prévu de 472 848 tonnes PAO et 521 729 tonnes éq. CO₂ dans le cadre de projets approuvés, depuis 1991 (à l'exclusion des projets annulés et transférés) ;
- (b) **décaissements/approbations** : en 2021, 73,9 millions \$ US ont été décaissés et il était prévu de décaisser un autre montant de 79,05 millions \$ US sur la base du rapport périodique de 2020, représentant un taux de décaissement de 93 pour cent du décaissement prévu. Cumulativement, 3,23 milliards \$ US des 3,46 milliards \$ US approuvés aux fins de décaissement ont été décaissés (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), ce qui représente un taux de décaissement de 93 pour cent. Une somme de 86,05 millions \$ US a été approuvée pour la mise en œuvre en 2021 ;

⁹ Des 335,4 tm de HFC liées à des projets d'investissement.

¹⁰ L'élimination des SAO est exprimée en tonnes PAO et celle des HFC en tonnes éq. CO₂.

¹¹ Dont 11,1 tm (15 873 tonnes éq. CO₂) éliminées en 2021 dans le cadre de projets sur les HFC.

- (c) **rapport coût-efficacité (en PAO) :**¹² depuis 1991, le rapport coût-efficacité moyen des projets d'investissement menant à la réduction permanente de la consommation est de 8,49 \$ US/kg. Le rapport coût-efficacité pour le secteur de la production est de 4,64 \$ US/kg. Le rapport coût-efficacité moyen par tonne PAO des projets d'investissement est de 5,15 \$ US/kg pour les projets achevés et de 35,61 \$ US/kg pour les projets en cours ;¹³
- (d) **nombre de projets achevés :** en 2021, 315 projets ont été achevés. Au total, 8 146 des 8 959 projets (à l'exclusion des projets clos ou transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d'achèvement de 91 pour cent ;
- (e) **rapidité d'exécution – projets d'investissement :** les projets achevés en 2021 ont été terminés en moyenne 52 mois après leur approbation. Depuis 1991, les projets d'investissement mettent en moyenne 38 mois pour être achevés à compter de leur date d'approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 14 mois après leur approbation ;
- (f) **rapidité d'exécution – projets ne portant pas sur des investissements :** les projets achevés en 2021 ont été terminés en moyenne 33 mois après leur approbation. Depuis 1991, les projets ne portant pas sur des investissements mettent en moyenne 37 mois pour être achevés à compter de leur date d'approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 12 mois après leur approbation ;
- (g) **préparation de projet :** sur les 1 855 activités de préparation de projet approuvées à la fin de 2021, 1 680 étaient achevées et 175 activités étaient toujours en cours. En 2021, 104 activités de préparation de projet ont été approuvées et 52 ont été achevées ;
- (h) **retards de mise en œuvre :** au total, 813 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2021 et connaissaient un retard moyen de 13 mois. Cent sept de ces projets sont classés « projets dont la mise en œuvre accuse du retard »¹⁴ et sont assujettis à la procédure d'annulation de projet (la procédure ne s'applique pas aux projets de démonstration, à la préparation de projet, ni aux projets de renforcement des institutions) ; et
- (i) **accords pluriannuels :** en 2021, un plan de gestion de l'élimination de la production de HCFC, 176 accords pluriannuels pour des PGEH et deux accords pluriannuels pour le contrôle et l'élimination des émissions de HFC-23 étaient en cours de mise en œuvre. Depuis 1991, 433 accords pluriannuels ont été approuvés et 254 accords pluriannuels ont été achevés, représentant un taux d'achèvement de 59 pour cent. L'Annexe IV résume le financement total approuvé et décaissé pour les activités de PGEH au niveau des pays.

¹² Incluant 335,4 tm de HFC liées à des projets d'investissement. Le rapport coût-efficacité en éq. CO₂ n'est pas fourni à cause du faible nombre de projets approuvés.

¹³ Le rapport coût-efficacité plus élevé des projets en cours est surtout attribuable aux valeurs PAO moins élevées des HCFC et aussi aux moyens par lesquels les agences attribuent l'élimination. Le rapport coût-efficacité est de 59,36 \$US/kg PAO pour les accords pluriannuels des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), de 23,93 \$US/kg PAO pour la phase I des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC et de 4,16 \$US/kg PAO pour la phase II des plans de gestion de l'élimination de la production de HCFC.

¹⁴ Les projets approuvés depuis plus de 18 mois et pour lesquels le taux de décaissement est inférieur à 1 pour cent et les projets non achevés 12 mois après la date d'achèvement indiquée dans le rapport périodique (décision 22/61). Les éléments des accords pluriannuels sont assujettis à la procédure d'annulation conformément à la décision 84/45(c).

13. Le tableau 3 résume l'avancement des agences bilatérales et d'exécution depuis 1991.

Tableau 3 : Avancement des agences bilatérales et d'exécution depuis 1991

Élimination achevée		Décaissement (\$ US)	Moyenne CE (\$ US/kg)		Nombre de projets		Rapidité d'exécution pour l'achèvement (mois)		Retards moyens des projets (mois)	Nombre d'accords pluriannuels	
Tonnes PAO	Tonnes éq. CO ₂		Consommation	Production	Approuvés	Achevés	Investissement	Pas d'investissement		Approuvés	Achevés
497 463	305 336	3 229 637 906	8,49	4,64	8 959	8 146	38	37	13	433	254

Projets liés aux HFC

14. Au 31 décembre 2021, le Comité exécutif avait approuvé 123 projets liés aux HFC (dont neuf projets d'investissement, 84 projets de préparation et 30 activités de facilitation) au titre des contributions ordinaires, s'élevant à 19 624 784 \$ US (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence). Un résumé de l'état de ces projets est présenté dans le tableau 4 et les données correspondantes ont déjà été intégrées aux paragraphes 9 à 13.

Tableau 4. Projets liés aux HFC approuvés au titre des contributions ordinaires

Type	Nombre de projets			Financement (\$ US)*			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Investissement**	9	4	44	6 905 274	4 349 085	2 556 189	63
Préparation de projet	84	2	2	9 129 510	187 950	8 941 559	2
Appui technique – Activités de facilitation	30	14	47	3 590 000	2 010 703	1 579 297	56
Total	123	20	16	19 624 784	6 547 738	13 077 046	33

* Coûts d'appui d'agence non compris.

** 213,3 tm (305 336 tonnes éq. CO₂) sur 335,4 tm (521 729 tonnes éq. CO₂) de HFC ont été éliminés.

15. À la fin de 2021, des 123 projets, quatre projets d'investissement, deux préparations de projet et 14 activités de facilitation ont été achevés. La prorogation de la date d'achèvement de 15 activités de facilitation parmi les 16 en cours a été approuvée. Les activités de facilitation en cours en sont à différentes étapes de leur mise en œuvre et devraient être achevées en 2022 et 2023. Les cinq projets d'investissement en cours restants devraient être achevés en 2023. Quatre-vingts des 82 activités de préparation de projet en cours concernent des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC et devraient être achevés en 2023 et 2024, et les deux restantes concernent des projets d'investissement.

16. Sur un total cumulatif de fonds approuvés de 19 624 784 \$ US (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), un montant de 6 547 738 \$ US a été décaissé, représentant un taux de décaissement de 33 pour cent.

17. L'Annexe III fournit des informations sur tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

I.2 Problèmes identifiés dans la mise en œuvre des projets en 2021

18. Les agences bilatérales et d'exécution ont mené à terme 60 pour cent des projets qu'elles prévoient de terminer en 2021, selon les dates d'achèvement déclarées dans le rapport périodique de 2020 et les résultats déclarés dans les rapports périodiques de 2021. La date d'achèvement prévue a été reportée pour 163 des 489 projets en cours (à l'exclusion du renforcement des institutions et des activités de préparation de projet) depuis le rapport périodique de 2020.

19. Les agences bilatérales et d'exécution ont atteint un taux de décaissement global de 93 pour cent en 2021. Par pays et région, 86 pays (et régions) ont atteint un taux de décaissement de plus de 85 pour cent, tandis que 30 pays (et régions) ont présenté un taux de décaissement inférieur à 50 pour cent.

20. Les agences bilatérales et d'exécution doivent présenter à la 92^e réunion un rapport sur 107 projets en cours dont la mise en œuvre accuse du retard et 37 projets et tranches de projets pluriannuels pour lesquels un rapport de situation a été recommandé.

II. Projets approuvés au titre des contributions volontaires supplémentaires afin de soutenir le démarrage rapide du processus de réduction progressive des HFC

21. Le Comité exécutif avait approuvé 144 projets en lien avec les HFC au titre des contributions supplémentaires volontaires au 31 décembre 2021, pour la somme de 23,83 millions \$ US (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence). Le tableau 5 contient un résumé de l'état de ces projets.

Tableau 5. État des projets liés aux HFC approuvés à la fin de 2021

Type	Nombre de projets			Financement (\$ US)*			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
Investissement**	6	5	83	8 502 860	6 685 678	1 817 182	79
Préparation de projet	10	10	100	214 781	214 780	0	100
Appui technique – Activités de facilitation	128	83	65	15 109 584	12 013 698	3 095 886	80
Total	144	98	68	23 827 225	18 914 156	4 913 069	79

*À l'exclusion des coûts d'appui d'agence.

** 657,9 tm (970 373 tonnes éq. CO₂) sur 754,5 tm (1 108 442 tonnes éq. CO₂) de HFC ont été éliminées.

22. Cinq projets d'investissement, 10 préparations de projet et 83 activités de facilitation ont été achevés sur les 144 projets approuvés avant la fin de 2021. Le report des dates d'achèvement des 45 activités de facilitation en cours a été approuvé ; ces activités sont à diverses étapes de mise en œuvre et devraient être achevées entre 2022 et 2023. Le projet d'investissement en cours restant devrait être achevé en 2022.

23. Une part cumulative de 18 914 156 \$ US des 23 827 225 \$ US approuvés a été décaissée (à l'exclusion des coûts d'appui d'agence), ce qui représente un taux de décaissement de 79 pour cent.

24. À l'issue du processus d'examen, six projets d'activités de facilitation classifiés comme des projets présentant des retards dans la mise en œuvre et deux projets en cours d'activités de facilitation pour lesquels un rapport de situation a été recommandé figurent à l'Annexe III à chaque rapport périodique des agences bilatérales et d'exécution.

25. L'Annexe V fournit un rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC et les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC dans les pays visés à l'Article 5 financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'Article 5, qui propose un rapport périodique exhaustif des activités en lien avec les HFC financées à partir des contributions volontaires, conformément à la décision 84/12(b) et (c).

III. Observations du Secrétariat

26. Le Secrétariat a noté que, en raison des difficultés continues imposées par la pandémie de COVID-19 et d'autres problèmes opérationnels, certains des projets, tranches de PGEH et activités de facilitation ont été retardés. La prolongation de ces projets à diverses dates jusqu'au 31 décembre 2023 exige l'approbation du Comité exécutif, conformément à la décision 82/11(b). Les recommandations de report des dates d'achèvement des PGEH de la Barbade (PNUE/PNUD), du Botswana (ONUDI), du Congo (PNUE/ONUDI), de la Libye (ONUDI), de la Somalie (ONUDI), du Soudan (ONUDI) et du Zimbabwe

(Allemagne), et d'un projet d'activités de facilitation pour le Libéria (Allemagne) ont été abordées comme il convenait, dans les rapports périodiques des agences d'exécution concernées, ou dans les documents de proposition de projet concernés.

27. Les agences ont fourni des informations sur les mesures spécifiques prises pour corriger les retards de mise en œuvre des activités, comprenant l'analyse des causes fondamentales pertinentes et des informations pour empêcher que de tels retards se reproduisent. Les principaux problèmes identifiés comprennent les retards d'approvisionnement et de distribution des équipements, principalement dus à la nature technique spécialisée de nombreux équipements ; une adoption plus lente par le marché des technologies à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) ; des modifications structurelles au sein du gouvernement, dont des modifications du Bureau national de l'ozone ; la situation politique ou des problèmes de sécurité ; et des retards de soumission des rapports dus au manque de capacité du Bureau national de l'ozone. Les principales mesures prises par les agences comprennent la définition de procédures pour l'approvisionnement rapide en équipements à travers des accords à long terme avec des fournisseurs qualifiés ; la coordination étroite avec le Bureau national de l'ozone et l'industrie, et la mise en œuvre de programmes ciblés pour la promotion de l'adoption de technologies à faible PRG ; la prise en charge des obstacles techniques et opérationnels à l'aide d'activités de préparation de projet pour la promotion de l'adoption de technologies de remplacement à faible PRG ; la coordination avec le gouvernement et la définition de plans d'actions pour traiter les problèmes administratifs ; et la formation et le renforcement de la capacité du personnel du Bureau national de l'ozone et l'implication des cadres du gouvernement dans les aspects liés au suivi et à la communication de l'avancement opérationnel. En 2021, les pays faisaient encore face à des difficultés de mise en œuvre d'activités en personne en raison des restrictions imposées par la pandémie de COVID-19 ; en 2022, la situation s'est progressivement améliorée, et la mise en œuvre d'activités progresse plus vite.

IV. Recommandation

28. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note :

- (a) du rapport global d'achèvement de projet du Fonds multilatéral au 31 décembre 2021 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/12 ;
- (b) avec satisfaction des efforts entrepris par les agences bilatérales et d'exécution pour établir les rapports de leurs activités de 2021 ; et
- (c) que les agences bilatérales et d'exécution présenteront à la 92^e réunion, un rapport sur les 113 projets dont la mise en œuvre accuse du retard et 39 projets ou tranches d'accords pluriannuels en cours pour lesquels la remise de rapports de situation supplémentaires est recommandée, indiqués à l'Annexe III des rapports périodiques des agences bilatérales et d'exécution concernées.

Annexe I

APERÇU DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS
PAR PAYS POUR 2021

1. Le tableau 1 de l'Annexe I présente l'état de la mise en œuvre des projets par pays pour 2021 en matière d'élimination achevée, de décaissements prévus et réalisés, et d'achèvement de projet.

Tableau 1. État de la mise en œuvre des projets pour 2021

Pays	Élimination en 2021 (tonnes PAO)	Élimination en 2021 (tonnes éq. CO ₂)	Estimation des sommes décaissées en 2021 (\$ US)	Sommes décaissées en 2021(\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2021	Pourcentage de projets prévus achevés en 2021**
Afghanistan	0,0		147 792	18 562	13	100
Afrique du Sud	4,0		174 001	240 036	138	0
Albanie	0,0		65 661	97 642	149	100
Algérie	0,0		382 401	389 298	102	100
Angola	5,2		129 337	19 150	15	33
Antigua-et-Barbuda	0,0		60 000	0	0	0
Arabie saoudite	33,7		561 013	298 231	53	30
Argentine	1,4		284 091	255 706	90	
Arménie	0,0		68 891	155 337	225	100
Bahamas	0,6		75 475	69 337	92	67
Bahreïn	0,0		163 278	313 643	192	100
Bangladesh	0,0		819 859	567 621	69	0
Barbade	0,0		82 280	115 608	141	0
Belize	0,0		131 598	138 661	105	100
Bénin	0,0		55 163	109 486	198	33
Bhoutan	0,0		57 078	77 603	136	
Bolivie (État plurinational de)	0,0		77 568	103 167	133	100
Bosnie-Herzégovine	0,2		71 502	60 832	85	17
Botswana	0,5		242 811	14 121	6	14
Brésil	72,9		4 241 879	1 653 095	39	0
Brunéi Darussalam	0,0		83 452	27 970	34	33
Burkina Faso	0,0		53 056	131 572	248	60
Burundi	0,3		136 471	220 457	162	100
Cabo Verde	0,0		34 250	115 972	339	100
Cambodge	0,0		74 829	143 548	192	100
Cameroun	0,7		153 580	231 816	151	100
Chili	1,0		417 962	264 031	63	50
Chine	2 106,8		23 616 435	20 782 627	88	79
Colombie	63,4		871 277	1 769 029	203	100
Comores	0,0		27 368	86 103	315	67
Congo	1,8		63 400	66 158	104	60
Costa Rica	0,0		126 541	155 021	123	
Côte d'Ivoire	0,4		221 835	454 171	205	40
Cuba	0,0		231 234	144 689	63	75
Djibouti	0,0		47 689	152 069	319	67
Dominique	0,0		136 418	5 454	4	0
Égypte	61,5		3 095 999	3 717 204	120	67
El Salvador	0,0		221 866	119 025	54	86
Équateur	0,5		153 611	216 795	141	100
Érythrée	0,0		41 750	115 973	278	75
Eswatini (Royaume d')	0,0		77 000	94 958	123	100

Pays	Élimination en 2021 (tonnes PAO)	Élimination en 2021 (tonnes éq. CO ₂)	Estimation des sommes décaissées en 2021 (\$ US)	Sommes décaissées en 2021(\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2021	Pourcentage de projets prévus achevés en 2021**
Éthiopie	0,7		154 500	154 303	100	100
Fidji	0,0		77 564	54 779	71	50
Gabon	0,0		44 500	50 000	112	25
Gambie	0,0		89 150	109 813	123	100
Géorgie	2,1		98 440	154 634	157	100
Ghana	9,9		167 825	242 427	144	100
Grenade	0,0		57 500	100 145	174	50
Guatemala	0,2		135 129	151 356	112	100
Guinée	0,2		158 250	327 012	207	
Guinée-Bissau	0,0		37 300	81 536	219	50
Guinée équatoriale	0,0		34 809	88 756	255	50
Guyana	0,0		157 129	78 351	50	0
Haïti	0,2		164 718	74 114	45	50
Honduras	1,5		139 011	141 352	102	67
Îles Cook	0,0		90 923	44 165	49	50
Îles Marshall	0,0		71 030	49 578	70	50
Îles Salomon	0,0		127 007	65 977	52	0
Inde	346,6		7 689 628	14 023 508	182	100
Indonésie	10,2		1 513 563	744 447	49	0
Iran (République islamique d')	16,0		1 996 377	1 034 962	52	67
Iraq	6,6		658 230	794 530	121	100
Jamaïque	0,0		114 275	66 035	58	80
Jordanie	8,7		876 772	555 723	63	0
Kenya	0,0		154 929	154 313	100	100
Kirghizistan	0,0		185 975	340 178	183	100
Kiribati	0,0		97 634	35 741	37	67
Koweït	0,0		1 260 213	366 600	29	27
Lesotho	0,0		96 846	155 134	160	100
Liban	1,9		309 221	485 572	157	100
Libéria	0,0		70 050	90 966	130	40
Libye	0,0		65 000	159 540	245	0
Macédoine du Nord	0,0		65 000	144 685	223	100
Madagascar	1,4		58 000	91 100	157	50
Malaisie	9,0		891 540	470 118	53	100
Malawi	0,0		130 750	245 308	188	100
Maldives	0,0		79 102	101 912	129	100
Mali	0,0		64 815	67 800	105	25
Maroc	0,0		155 000	156 460	101	50
Mauritanie	0,0		61 500	105 000	171	0
Maurice	0,0		70 844	96 588	136	100
Mexique	23,1		1 773 829	649 312	37	29
Micronésie (États fédérés de)	0,0		100 621	58 572	58	50
Mongolie	0,0		73 991	72 485	98	100
Monténégro	0,1		43 000	79 368	185	100
Mozambique	0,3		99 465	161 247	162	17
Myanmar	0,0		104 761	26 874	26	0
Namibie	0,0		98 943	65 755	66	50
Nauru	0,0		90 016	18 627	21	67
Népal	0,0		127 217	19 999	16	0

Pays	Élimination en 2021 (tonnes PAO)	Élimination en 2021 (tonnes éq. CO ₂)	Estimation des sommes décaissées en 2021 (\$ US)	Sommes décaissées en 2021(\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2021	Pourcentage de projets prévus achevés en 2021**
Nicaragua	0,2		105 060	59 047	56	100
Niger	0,0		107 030	232 408	217	25
Nigéria	30,6		992 835	807 087	81	17
Nioué	0,0		45 789	16 960	37	100
Oman	3,1		166 870	249 599	150	100
Ouganda	0,0		98 318	162 133	165	100
Pakistan	0,0		1 266 631	1 397 045	110	40
Palau	0,0		84 873	43 766	52	100
Panama	5,7		293 709	362 214	123	100
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,0		111 825	144 379	129	50
Paraguay	0,0		104 325	115 795	111	60
Pérou	0,0		155 156	126 536	82	0
Philippines	0,0		75 000	245 942	328	
Qatar	0,0		179 627	90 000	50	100
République arabe syrienne	12,9		253 482	554 442	219	67
République centrafricaine	0,0		60 000	0	0	0
République de Moldova	0,0		84 106	115 848	138	83
République démocratique du Congo	2,2		73 590	88 231	120	100
Rép. démocratique populaire lao	0,0		108 913	26 102	24	0
République dominicaine	0,0		428 330	357 957	84	100
République populaire démocratique de Corée	0,0		3	1	24	
République-Unie de Tanzanie	0,0		65 500	70 502	108	60
Rwanda	0,0		94 701	163 133	172	100
Sainte-Lucie	0,0		74 335	85 858	116	75
Saint-Kitts-et-Nevis	0,0		83 700	58 813	70	0
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,0		119 974	0	0	0
Samoa	0,0		67 220	51 000	76	100
Sao Tomé-et-Principe	0,0		31 257	46 860	150	75
Sénégal	0,0		78 309	218 221	279	100
Serbie	0,0		161 005	181 447	113	100
Seychelles	0,0		39 754	86 084	217	100
Sierra Leone	0,0		58 234	136 511	234	80
Somalie	0,0		14 605	50 357	345	67
Soudan	0,0		128 981	178 704	139	0
Soudan du Sud	0,0		114 000	29 958	26	0
Sri Lanka	5,4		221 310	84 456	38	100
Suriname	0,0		96 401	2 020	2	25
Tchad	0,0		52 520	129 981	247	67
Thaïlande	0,0		662 800	215 030	32	0
Timor-Leste	0,0		66 606	68 542	103	0
Togo	0,0		24 000	29 048	121	50
Tonga	0,0		101 337	21 620	21	50
Trinité-et-Tobago	0,0		244 291	181 805	74	100
Tunisie	0,0		320 301	507 663	158	100
Turkménistan	0,0		60 001	67 763	113	100
Turquie	0,0		270 000	114 317	42	50
Tuvalu	0,0		70 650	100 682	143	67

Pays	Élimination en 2021 (tonnes PAO)	Élimination en 2021 (tonnes éq. CO ₂)	Estimation des sommes décaissées en 2021 (\$ US)	Sommes décaissées en 2021(\$ US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation en 2021	Pourcentage de projets prévus achevés en 2021**
Uruguay	0,0		366 533	304 780	83	40
Vanuatu	0,0		88 870	42 305	48	50
Venezuela (République bolivarienne du)	0,0		124 201	102 107	82	
Viet Nam	5,4		1 608 581	1 006 917	63	100
Yémen	0,0		169 999	0	0	0
Zambie	0,0		92 000	103 046	112	75
Zimbabwe	11,1*	15873*	304 580	176 224	58	100
Région : ASP	0,0		290 230	99 137	34	
Monde	0,0		9 131 205	6 669 470	73	80
Total global	2 870,1	15 873	79 053 056	73 898 388	93	60

11,1 tm (15 873 tonnes éq. CO₂) éliminées en 2021 dans le cadre de projets sur les HFC.

** Pour les projets dont l'achèvement était prévu en 2021.

Annexe II

APERÇU DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

1. Le tableau 1 de l'Annexe II présente une vue d'ensemble de l'état de la mise en œuvre des projets par année.¹ Tous les projets et activités approuvés de 1991 à 2009, et en 2011, sont à présent achevés.

Tableau 1. État d'avancement des projets par année

Année	Nombre de projets*			Financement (\$ US)**			
	Approuvés	Achevés	Achevés (%)	Approuvé	Décaissé	Solde	Décaissé (%)
1991	68	68	100	7 950 771	7 950 771	0	100
1992	176	176	100	41 261 376	41 261 376	0	100
1993	217	217	100	73 198 586	73 198 586	0	100
1994	379	379	100	128 630 290	128 630 290	0	100
1995	355	355	100	111 188 309	111 188 309	0	100
1996	257	257	100	83 813 027	83 813 027	0	100
1997	532	532	100	154 314 938	154 314 940	-1	100
1998	422	422	100	99 680 368	99 680 367	1	100
1999	546	546	100	152 710 736	152 710 736	0	100
2000	426	426	100	109 540 523	109 540 522	2	100
2001	427	427	100	130 139 750	130 139 752	-1	100
2002	358	358	100	162 045 816	162 045 816	1	100
2003	247	247	100	157 043 468	157 043 468	0	100
2004	271	271	100	162 388 007	162 388 008	-1	100
2005	255	255	100	180 276 023	180 276 021	2	100
2006	261	261	100	120 847 323	120 847 323	0	100
2007	213	213	100	120 144 867	120 084 047	60 820	100
2008	354	354	100	121 604 803	121 593 494	11 309	100
2009	320	320	100	73 755 031	73 085 673	669 358	99
2010	227	226	100	84 438 233	83 808 408	629 825	99
2011	264	264	100	201 779 314	201 898 990	-119 676	100
2012	182	171	94	101 063 070	99 173 929	1 889 142	98
2013	184	182	99	125 716 124	125 063 131	652 993	99
2014	223	211	95	92 502 404	90 199 951	2 302 453	98
2015	379	349	92	158 031 696	142 921 174	15 110 522	90
2016	240	202	84	115 066 416	96 015 120	19 051 295	83
2017	124	96	77	63 901 068	59 810 091	4 090 977	94
2018	271	198	73	121 141 435	80 345 994	40 795 442	66
2019	226	104	46	49 512 520	23 146 686	26 365 834	47
2020	259	58	22	70 074 703	37 102 525	32 972 179	53
2021	296	1	0	86 050 543	359 384	85 691 159	0
Total	8 959	8 146	91	3 459 811 540	3 229 637 906	230 173 634	93

* Projets clos ou transférés non compris.

** Coûts d'appui d'agence non compris.

¹ Les données sont présentées selon l'année où un projet a été approuvé par le Comité exécutif. Tous les projets approuvés (projets d'investissement et projets non liés aux investissements) sont traités de façon égale (c'est-à-dire un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un accord pluriannuel de 1 million \$ US est considéré comme un projet, tout comme une préparation de programme de pays de 30 000 \$ US). Les indicateurs clés de ce sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, les tonnes PAO/tonnes éq. CO₂ éliminées et le pourcentage de fonds décaissés. Il existe trois types de décaissement : durant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et financement rétroactif.

Projets achevés²

2. Au total, 8 146 des 8 959 projets (à l'exclusion des projets clos ou transférés) financés par le Fonds multilatéral ont été achevés depuis 1991, ce qui représente un taux d'achèvement de 91 pour cent. Les tableaux 2 à 4 présentent des informations sur les projets d'investissement, les projets ne portant pas sur des investissements et les activités de préparation de projet achevés.

Projets d'investissement achevés

3. Le tableau 2 présente des informations sur les projets d'investissement achevés depuis 1991. Le tableau présente des données totales, suivies des données par région, secteur, caractéristique de mise en œuvre et mode de décaissement.

Tableau 2. Cumul des projets d'investissement achevés

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (\$ US)	Consommation éliminée*	Production éliminée*	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)
TOTAL	2 949	2 466 500 094	99	274 856	204 189	14	38	5,15
Région								
Afrique	510	165 776 819	100	18 310	0	12	39	9,05
Asie et Pacifique	1 552	1 820 891 133	99	213 717	184 239	16	38	4,58
Europe	161	72 422 217	100	8 050	175	10	33	8,81
Amérique latine et Caraïbes	726	407 409 925	99	34 779	19 775	14	37	7,47
Monde	s.o.	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteur								
Aérosols	127	82 501 518	100	27 449	0	16	43	3,01
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	1 004	376 906 701	100	69 439	0	15	34	5,43
Fumigènes	123	99 900 005	100	7 993	0	10	49	12,50
Halons	39	71 476 177	100	42 111	41 958	17	30	0,85
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	4	2 287 376	100	419	0	28	78	5,46
Divers	8	16 059 360	100	1 574	0	12	20	10,20
Plan d'élimination finale	804	743 500 075	98	54 389	10 988	12	41	11,37
Agents de transformation	30	120 252 627	100	19 573	52 162	10	27	1,68
Production	62	416 154 975	100	0	99 081	9	20	4,20
Réfrigération	617	442 035 622	100	44 565	0	16	40	9,92
Solvants	128	94 351 804	100	7 285	0	19	32	12,95
Stérilisants	3	1 073 855	100	60	0	15	34	17,78
Caractéristiques de la mise en œuvre								
Mise en œuvre par l'agence	1 837	950 006 128	99	96 876	17 381	11	36	8,31
Mise en œuvre par le pays	1 112	1 516 493 967	100	177 981	186 808	20	40	4,16
Mode de décaissement								

² Les décisions 17/22 et 19/23 définissent les projets/activités achevés comme étant des projets contractés dans lesquels les SAO visées avaient été éliminées. La décision 28/2 étend la définition pour y inclure les situations qui démontrent que les CFC ayant fait l'objet d'un projet dans le secteur ne sont plus utilisés et qu'une substance de remplacement est produite (et/ou la production de celle-ci a commencé), et que l'équipement utilisant le CFC a été détruit, démantelé ou rendu inutilisable pour les SAO. Les activités du programme de travail sans élimination de SAO sont considérées achevées lorsque l'activité prend fin (p. ex., dans le cas d'un atelier, lorsque celui-ci a été présenté). Cette définition a été appliquée aux projets sur les HCFC.

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (\$ US)	Consommation éliminée*	Production éliminée*	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)
Au cours de la mise en œuvre	2 830	2 047 136 681	100	267 471	199 719	14	38	4,38
Après la mise en œuvre	50	17 166 608	100	2 512	0	23	25	6,83
Financement rétroactif	37	14 635 851	100	2 100	500	15	11	5,63
Du pays aux bénéficiaires finaux	32	387 560 954	98	2 773	3 970	8	59	57,47

*À l'exclusion des projets clos ou transférés.

4. Au total, 99,3 pour cent des sommes approuvées pour les projets d'investissement achevés ont été décaissées.³ Au total, 2 949 projets d'investissement ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 2,47 milliards \$ US. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 14 mois pour les projets d'investissement. Ces derniers ont été achevés 38 mois après leur approbation, en moyenne.

Projets ne portant pas sur des investissements achevés

5. Le tableau 3 présente les données cumulatives des projets ne portant pas sur des investissements achevés. Au total, 3 517 projets ne portant pas sur des investissements ont été achevés depuis 1991, pour une valeur totale de 546,27 millions \$ US.

Tableau 3. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements achevés

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (\$ US)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
TOTAL	3 517	546 271 625	99	12	37
Région					
Afrique	1 082	92 836 973	100	12	38
Asie et Pacifique	1 060	156 112 270	100	13	39
Europe	231	21 862 053	100	9	33
Amérique latine et Caraïbes	830	97 271 691	99	13	41
Monde	314	178 188 637	99	6	22
Secteur					
Aérosols	31	2 461 265	100	11	36
Destruction	16	7 205 265	100	11	63
Lutte contre l'incendie	0	0	0	s.o.	s.o.
Mousses	34	10 543 567	100	14	36
Fumigènes	137	21 224 434	100	9	39
Halons	82	11 238 156	100	17	44
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	1	53 792	100	56	58
Divers	1	76 499	100	7	38
Plan d'élimination finale	651	60 162 691	100	13	40
Agents de transformation	0	0	0	s.o.	s.o.
Production	1	40 000	100	4	4
Réfrigération	637	90 588 032	100	16	50
Multiple	1 892	339 279 141	99	10	32
Solvants	34	3 398 782	100	11	27
Stérilisants	0	0	0	s.o.	s.o.

³ La raison pour laquelle l'ensemble des fonds n'a pas été décaissé pour les projets achevés est qu'il faut parfois compter de six mois à un an pour mettre au point les derniers détails des dossiers de comptabilité.

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (\$ US)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
Caractéristiques de la mise en œuvre					
Mise en œuvre par l'agence	2 868	412 881 526	99	11	37
Mise en œuvre par le pays	649	133 390 099	100	14	40
Mode de décaissement					
Au cours de la mise en œuvre	3 482	533 866 228	99	12	38
Après la mise en œuvre	26	2 325 462	100	14	21
Financement rétroactif	1	146 698	100	3	83
Du pays aux bénéficiaires finaux	8	9 933 237	100	7	38

6. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 12 mois pour les projets ne portant pas sur des investissements. Ces derniers ont été achevés 37 mois après leur approbation, en moyenne. Ce chiffre est influencé par le grand nombre de projets de la catégorie « Multiple » (1 892 sur 3 517) pour lesquels le délai moyen d'achèvement de projet est de 32 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements des autres secteurs ont été achevés dans un délai de quatre à 63 mois suivant leur approbation.

7. Presque tous les projets ont été mis en œuvre par l'agence concernée plutôt que par le pays. La mise en œuvre de projets ne portant pas sur des investissements par les agences n'exige habituellement pas d'accords légaux, ce qui peut expliquer pourquoi le délai est plus court (37 mois) que pour les projets ne portant pas sur des investissements mis en œuvre par le pays (40 mois).

Activités de préparation de projet achevées

8. Le tableau 4 présente les données cumulatives des activités de préparation de projet. Au total, 1 680 activités de préparation ont été achevées depuis 1991, pour une valeur totale de 84,91 millions \$ US.

Tableau 4. Cumul des activités de préparation de projet achevées

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
TOTAL	1 680	84 913 556	99	7	23
Région					
Afrique	420	14 175 096	99	7	24
Asie et Pacifique	643	42 349 393	99	8	23
Europe	122	5 098 660	100	7	22
Amérique latine et Caraïbes	476	21 679 981	99	7	21
Monde	19	1 610 425	100	5	16
Secteur					
Aérosols	45	1 254 278	100	6	17
Destruction	18	818 719	100	13	40
Lutte contre l'incendie	0	0	0	s.o.	s.o.
Mousses	257	10 942 262	100	5	20
Fumigènes	118	2 993 886	100	5	17
Halons	27	836 728	100	6	19
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	3	139 440	100	3	34
Divers	2	240 747	100	11	35
Plan d'élimination finale	465	27 688 350	98	10	31
Agents de transformation	9	694 384	100	9	19
Production	12	1 402 145	100	7	15

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement
Réfrigération	383	13 800 528	100	7	21
Multiple	283	21 969 992	100	4	15
Solvants	57	2 127 098	100	6	25
Stérilisants	1	5 000	100	1	9
Caractéristiques de la mise en œuvre					
Mise en œuvre par l'agence	1 466	70 244 481	99	7	21
Mise en œuvre par le pays	214	14 669 075	99	11	30
Mode de décaissement					
Au cours de la mise en œuvre	1 670	83 312 095	99	7	23
Après la mise en œuvre	6	899 752	100	7	21
Financement rétroactif	0	0	0	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	4	701 709	100	5	29

9. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de sept mois pour les activités de préparation de projet. Ces dernières ont été achevées 23 mois après leur approbation, en moyenne. Au total, 99,3 pour cent des sommes approuvées pour les activités de préparation de projet achevées ont été décaissées.

Projets en cours

10. Au total, 813 projets étaient en cours de mise en œuvre à la fin de 2021. Les tableaux 5 à 7 présentent des informations sur les projets d'investissement, les projets ne portant pas sur des investissements et les activités de préparation de projet en cours.

Projets d'investissement en cours

11. Le tableau 5 présente les informations sur l'état des projets d'investissement par région, secteur et caractéristique de mise en œuvre.

Tableau 5. Cumul des projets d'investissement en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage de projets dans lesquels il y a décaissement (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)*
TOTAL	243	252 822 270	46	145	60	10	54	28	35,61
Région									
Afrique	78	38 157 481	33	44	56	10	56	25	87,24
Asie et Pacifique	100	177 866 327	51	59	59	11	53	33	28,61
Europe	16	5 169 725	26	12	75	9	55	26	86,02
Amérique latine et Caraïbes	49	31 628 737	32	30	61	10	52	24	81,80
Monde	0	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteur									
Aérosols	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	2	2 470 162	74	2	100	10	88	67	83,45
Fumigènes	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage de projets dans lesquels il y a décaissement (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet	Rapport coût-efficacité global pour le Fonds (\$ US/kg)*
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination finale	235	223 276 635	41	141	60	10	53	27	32,18
Agents de transformation	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Production	3	25 010 909	77	1	33	16	75	43	s.o.
Réfrigération	3	2 064 564	74	1	33	11	65	40	15,50
Solvants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Stérilisants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre									
Mise en œuvre par l'agence	161	122 506 182	35	114	71	10	60	29	43,10
Mise en œuvre par le pays	82	130 316 088	56	31	38	11	42	20	30,61
Mode de décaissement									
Au cours de la mise en œuvre	232	142 446 586	31	137	59	10	54	27	63,32
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	11	110 375 684	65	8	73	11	64	49	22,75

*À partir des SAO à éliminer selon la proposition.

12. Deux cent quarante-trois projets d'investissement sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de plus de 252,82 millions \$ US. Environ 46 pour cent des sommes ont déjà été décaissées. Le rapport coût-efficacité moyen global des projets d'investissement en cours est de 35,61 \$ US/kg PAO à éliminer. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 10 mois. La durée moyenne d'un projet d'investissement en cours est de 54 mois. De façon générale, les projets d'investissement sont menés à terme 28 mois plus tard que prévu, ce qui constitue un retard moyen.

Projets ne portant pas sur des investissements en cours

13. Le tableau 6 présente des informations sur l'état des projets ne portant pas sur des investissements en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

Tableau 6. Cumul des projets ne portant pas sur des investissements en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées	Nombre de projets dans lesquels il y a décaissement	Pourcentage des projets dans lesquels il y a décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet
TOTAL	395	79 201 768	26	178	45	13	40	11
Région								
Afrique	105	12 919 834	25	36	34	15	35	9
Asie et Pacifique	162	36 268 009	30	79	49	12	44	11
Europe	24	2 309 106	32	13	54	5	30	4
Amérique latine et Caraïbes	99	16 907 481	32	49	49	16	43	15
Monde	5	10 797 338	1	1	20	14	23	10
Secteur								
Aérosols	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	1	1 490 600	92	1	100	13	103	59
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Fumigènes	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction progressive des HFC	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteurs multiples	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination finale	223	42 036 033	29	97	43	14	44	11
Agents de transformation	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Production	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Réfrigération	2	2 108 438	49	2	100	9	70	51
Multiple	169	33 566 697	16	78	46	13	35	10
Solvants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Sterilisants	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre								
Mise en œuvre par l'agence	328	58 065 591	23	133	41	14	40	11
Mise en œuvre par le pays	67	21 136 177	32	45	67	12	40	13
Mode de décaissement								
Au cours de la mise en œuvre	395	79 201 768	26	178	45	13	40	11
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	0	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.

14. Trois cent quatre-vingt-quinze projets ne portant pas sur des investissements sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 79,2 millions \$ US, et 26 pour cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 13 mois. Les projets ne portant pas sur des investissements en cours sont achevés 40 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de 11 mois.

Activités de préparation de projet achevées

15. Le tableau 7 présente des informations sur l'état des activités de préparation de projet en cours par région, secteur et caractéristique de la mise en œuvre.

Tableau 7. Cumul des activités de préparation de projet en cours

Élément	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$US)	Sommes décaissées (\$ US)	Pourcentage des sommes décaissées (%)	Nombre moyen de mois entre l'approbation et le premier décaissement	Nombre moyen de mois entre l'approbation et l'achèvement prévu	Durée moyenne du retard dans l'achèvement prévu du projet
TOTAL	175	12 525 000	1 000 349	8	14	32	8
Région							
Afrique	82	4 790 000	581 850	12	16	36	12
Asie et Pacifique	53	3 586 000	269 096	8	9	28	3
Europe	7	739 000	12 923	2	3	26	1
Amérique latine et Caraïbes	33	3 410 000	136 481	4	12	29	5
Monde	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Secteur							
Aérosols	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Destruction	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Lutte contre l'incendie	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Mousses	3	260 000	120 992	47	10	63	43
Fumigènes	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Halons	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan de réduction progressive des HFC	80	8 940 000	47 668	1	3	26	1
Secteurs multiples	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Divers	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Plan d'élimination finale	88	3 035 000	777 539	26	15	37	13
Agents de transformation	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Production	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Réfrigération	4	290 000	54 151	19	10	30	6
Multiple	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Solvants	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Sterilisants	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Caractéristiques de la mise en œuvre							
Mise en œuvre par l'agence	137	8 579 500	969 216	11	13	33	10
Mise en œuvre par le pays	38	3 945 500	31 133	1	17	26	1
Mode de décaissement							
Au cours de la mise en œuvre	175	12 525 000	1 000 349	8	14	32	8
Après la mise en œuvre	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Financement rétroactif	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.
Du pays aux bénéficiaires finaux	0	0	0	0	s.o.	s.o.	s.o.

16. Cent soixante-quinze activités de préparation de projet sont en cours de mise en œuvre pour une valeur totale de 12,53 millions \$ US, et 8 pour cent des sommes ont déjà été décaissées. Le délai moyen entre l'approbation et le premier décaissement est de 14 mois. Les activités de préparation de projet en cours sont achevées 32 mois, en moyenne, après la date d'approbation, ce qui représente un retard de huit mois.

Projets clos

17. Le tableau 8 présente un résumé des projets clos. Au total, 274 projets ont été clos depuis 1991, pour une valeur totale de 14,87 millions \$ US.

Tableau 8. Résumé des projets clos

Agence	Nombre de projets	Sommes approuvées plus les rajustements (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Consommation PAO à éliminer	Consommation PAO éliminée
PNUD	81	6 895 392	6 895 392	0	673	636
PNUE	14	21 000	21 000	0	12	12
ONUDI	67	6 347 808	6 347 808	0	1 808	367
Banque mondiale	95	1 373 519	1 373 519	0	657	581
Bilatérales	17	227 901	227 901	0	223	0
Total	274	14 865 620	14 865 620	0	3 373	1 595

Annexe III

APERÇU DES PROJETS ET ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES HFC

1. Le Comité exécutif approuve le financement de la mise en œuvre de projets d'investissement en lien avec les HFC (décisions 78/3(g) et 79/45) et d'activités de facilitation depuis sa 80^e réunion, afin d'aider les Bureaux nationaux de l'ozone à respecter leurs obligations initiales en lien avec la réduction progressive des HFC au titre de l'Amendement de Kigali (décision 79/46).

2. Le Comité exécutif a approuvé 267 projets et activités en lien avec les HFC dans 144 pays au 31 décembre 2021, dont 94 demandes de préparation de projet, 15 projets d'investissement et 158 activités de facilitation, pour la somme de 43,45 millions \$ US (à l'exclusion des coûts d'appui).

3. Le tableau 1 présente un aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral, par pays, indépendamment de leur source de financement, en précisant l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC.

Tableau 1. Aperçu de tous les projets et activités en lien avec les HFC relevant du Fonds multilatéral

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Projets de préparation
Afghanistan	1			150 000		
Afrique du Sud	1	Oui	√	240 000		220 000
Albanie	1	Oui	√	94 978		130 000
Algérie	1			150 000		
Angola	1	Oui	En instance	150 000		170 000
Antigua-et-Barbuda	1					
Arabie saoudite	2			250 000		
Argentine	1	Oui	√	250 000	3 368 606	294 816
Arménie	1	Oui	√	149 639		170 000
Bahamas	1			95 000		
Bahreïn	2			150 000		
Bangladesh	1	Oui	√	150 000	3 131 610	
Barbade	1	Oui	√			
Belize	1			95 000		
Bénin	1	Oui	√	150 000		
Bhoutan	1	Oui	√	50 000		100 000
Bolivie (État plurinational de)	1	Oui	√	150 000		170 000
Bosnie-Herzégovine	1	Oui	√	95 000		
Botswana	1	Oui	En instance	150 000		
Brésil	1					
Brunéi Darussalam	1			150 000		
Burkina Faso	1	Oui	√	150 000		190 000
Burundi	1	Oui	En instance	150 000		
Cabo Verde	1	Oui	√	95 000		
Cambodge	1	Oui	√	147 918		170 000
Cameroun	1	Oui	√	150 000		190 000
Chili	1	Oui	√	150 000		190 000
Chine	1	Oui	√	250 000	1 275 000	47 687
Colombie	1	Oui	√	250 000		220 000
Comores	1	Oui	√	50 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Projets de préparation
Congo	1	Oui	En instance	150 000		
Costa Rica	1	Oui	√	150 000		170 000
Côte d'Ivoire	1	Oui	En instance	150 000		
Cuba	1	Oui	√	150 000		170 000
Djibouti	1			50 000		
Dominique	1			50 000		
Égypte	1			250 000		17 964
El Salvador	1	Oui	En instance	150 000		170 000
Équateur	1	Oui	√	150 000		219 937
Érythrée	1			95 000		
Eswatini	1	Oui	√	95 000		130 000
Éthiopie	1	Oui	En instance	95 000		
Fidji	1	Oui	√	150 000		130 000
Gabon	1	Oui	√	150 000		
Gambie	1	Oui	√	95 000		
Géorgie	1			95 000		
Ghana	1	Oui	√	149 425		190 000
Grenade	1	Oui	√	46 491		100 000
Guatemala	1			150 000		
Guinée	1	Oui	√	150 000		
Guinée-Bissau	1	Oui	√	95 000		
Guinée équatoriale	1			150 000		
Guyana	1			95 000		
Haïti	1			95 000		
Honduras	1	Oui	√	150 000		
Îles Cook	1	Oui	√	50 000		
Îles Marshall	1	Oui	√	50 000		
Îles Salomon	1	Oui	En instance	95 000		
Inde	2	Oui	√	250 000		
Indonésie	1			246 666		
Iran (République islamique d')	2			250 000		
Iraq	2			250 000		
Jamaïque	1			150 000		
Jordanie	1	Oui	√	150 000	1 637 610	190 000
Kenya	1			150 000		
Kirghizistan	1	Oui	√	95 000		130 000
Kiribati	1	Oui	√	50 000		
Koweït	2			250 000		
Lesotho	1	Oui	En instance	94 532		130 000
Liban	1	Oui	√	150 000	1 053 858	247 894
Libéria	1	Oui	En instance	95 000		130 000
Libye	1			150 000		
Macédoine du Nord	1	Oui	√	95 000		130 000
Madagascar	1			150 000		
Malaisie	1	Oui	√	250 000		220 000
Malawi	1	Oui	√	150 000		170 000
Maldives	1	Oui	√	95 000		130 000
Mali	1	Oui	En instance	150 000		
Maroc	1	Oui	En instance	150 000		
Mauritanie	1			150 000		

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Projets de préparation
Maurice	1	Oui	√	150 000		170 000
Mexique	1	Oui	√	249 999	4 201 181	314 512
Micronésie (États fédérés de)	1	Oui	√	50 000		
Mongolie	1	Oui	√	92 866		
Monténégro	1	Oui	√	49 973		100 000
Mozambique	1	Oui	En instance	150 000		
Myanmar	1			95 000		
Namibie	1	Oui	√	150 000		170 000
Nauru	1			50 000		
Népal	1			95 000		
Nicaragua	1	Oui	√	150 000		170 000
Niger	1	Oui	√	150 000		170 000
Nigéria	1	Oui	√	250 000		220 000
Nioué	1	Oui	√	50 000		
Oman	2			150 000		
Ouganda	1	Oui	√	50 000		100 000
Pakistan	2			250 000		
Palau	1	Oui	√	25 000		
Panama	1	Oui	√	150 000		190 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1			95 000		
Paraguay	1	Oui	√	150 000		170 000
Pérou	1	Oui	√	147 582		190 000
Philippines	1			225 992		
Qatar	2			150 000		
République arabe syrienne	1	Oui	√	250 000		220 000
République centrafricaine	1					
République de Moldova	1			50 000		
République démocratique du Congo	1			150 000		
Rép. démocratique populaire lao	1	Oui	√	95 000		130 000
République dominicaine	1	Oui	√	150 000	129 801	201 572
République populaire démocratique de Corée	1	Oui	√			
République-Unie de Tanzanie	1	Oui	En instance	95 000		
Rwanda	1	Oui	√	95 000		130 000
Sainte-Lucie	1	Oui	√	95 000		
Saint-Kitts-et-Nevis	1			50 000		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1			50 000		
Samoa	1	Oui	√	50 000		
Sao Tomé-et-Principe	1	Oui	En instance	95 000		
Sénégal	1	Oui	√	150 000		190 000
Serbie	1	Oui	√	150 000		
Seychelles	1	Oui	√	95 000		
Sierra Leone	1	Oui	√	95 000		130 000
Somalie	1	Oui	En instance	150 000		
Soudan	1			150 000		30 000
Soudan du Sud	1			95 000		
Sri Lanka	1	Oui	√	150 000		170 000

Pays	Groupe	Ratification de l'Amendement de Kigali	Mise en œuvre du programme d'octroi de permis	Sommes approuvées (\$ US)		
				Activités de facilitation	Projets d'investissement	Projets de préparation
Suriname	1			95 000		
Tchad	1	Oui	√	150 000		
Thaïlande	1			250 000	183 514	30 000
Timor-Leste	1			50 000		
Togo	1	Oui	√	150 000		
Tonga	1	Oui	√	48 745		
Trinité-et-Tobago	1	Oui	√	150 000		190 000
Tunisie	1	Oui	√	149 990		190 000
Turkménistan	1	Oui	√	150 000		170 000
Turquie	1	Oui	En instance	250 000		
Tuvalu	1	Oui	√	50 000		
Uruguay	1	Oui	√	150 000		190 000
Vanuatu	1	Oui	√	50 000		
Venezuela (République bolivarienne du)	1			250 000		
Viet Nam	1	Oui	√	249 238		220 000
Yémen	1					
Zambie	1	Oui	En instance	95 000		130 000
Zimbabwe	1			140 551	426 954	19 909
Total				18 699 584	15 408 134	9 344 290

Annexe IV

PLAN DE GESTION DE L'ÉLIMINATION DES HCFC PAR PAYS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Sommes décaissées (%)
Afghanistan	9,4	989 524	520 758	468 766	53
Afrique du Sud	100,3	6 354 796	5 221 291	1 133 505	82
Albanie	2,1	440 813	316 942	123 871	72
Algérie	13,5	1 808 804	1 230 178	578 626	68
Angola	10,8	989 326	525 786	463 540	53
Antigua-et-Barbuda	0,0	27 235	27 235	0	100
Arabie saoudite	353,5	9 370 251	7 236 004	2 134 247	77
Argentine	142,4	15 345 624	11 541 482	3 804 142	75
Arménie	3,5	678 536	675 496	3 040	100
Bahamas	1,6	308 025	257 045	50 980	83
Bahreïn	39,0	1 446 624	883 125	563 499	61
Bangladesh	32,3	4 052 216	1 996 866	2 055 350	49
Barbade	1,3	250 178	208 178	42 000	83
Belize	1,1	442 704	236 000	206 704	53
Bénin	8,3	625 778	565 777	60 000	90
Bhoutan	0,3	423 000	418 359	4 641	99
Bolivie (État plurinational de)	2,7	479 557	330 856	148 701	69
Bosnie-Herzégovine	7,2	1 064 785	854 452	210 333	80
Botswana	3,8	810 000	305 810	504 190	38
Brésil	531,7	42 712 769	32 126 356	10 586 413	75
Brunéi Darussalam	1,8	475 100	281 213	193 887	59
Burkina Faso	3,9	628 630	620 816	7 814	99
Burundi	1,0	296 692	294 353	2 339	99
Cabo Verde	0,1	332 834	149 834	183 000	45
Cambodge	2,9	1 150 000	1 074 118	75 882	93
Cameroun	34,7	2 441 520	1 333 015	1 108 505	55
Chili	77,1	5 543 723	3 978 091	1 565 632	72
Chine	8 087,8	423 853 786	362 369 778	61 484 008	85
Colombie	193,8	12 451 589	10 886 746	1 564 843	87
Comores	0,0	159 777	143 653	16 124	90
Congo	3,6	313 626	267 030	46 596	85
Costa Rica	19,6	1 341 299	1 192 592	148 707	89
Côte d'Ivoire	22,3	1 638 362	974 930	663 432	60
Croatie	8,1	804 104	804 104	0	100
Cuba	19,3	2 007 527	1 745 655	261 872	87
Djibouti	0,2	164 500	143 500	21 000	87
Dominique	0,1	148 050	10 026	138 024	7
Égypte	332,2	25 712 270	13 210 377	12 501 893	51
El Salvador	12,9	1 260 018	897 386	362 632	71
Équateur	28,0	2 631 410	2 239 542	391 868	85
Érythrée	0,4	209 559	209 559	0	100
Eswatini (Royaume d')	8,3	971 931	851 931	120 000	88
Éthiopie	1,9	511 771	275 153	236 618	54
Fidji	2,0	607 700	264 258	343 442	43
Gabon	10,6	534 841	421 351	113 491	79
Gambie	0,6	399 497	184 086	215 411	46
Géorgie	3,5	691 739	456 956	234 783	66

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Sommes décaissées (%)
Ghana	48,5	1 928 700	1 313 702	614 998	68
Grenade	0,3	189 000	188 354	646	100
Guatemala	5,1	597 494	420 887	176 607	70
Guinée	2,6	523 053	481 987	41 066	92
Guinée-Bissau	1,0	255 849	255 849	0	100
Guinée équatoriale	0,9	249 962	248 267	1 695	99
Guyana	0,7	412 995	255 090	157 905	62
Haïti	0,4	147 010	121 027	25 983	82
Honduras	8,8	841 455	617 659	223 797	73
Îles Cook	0,0	264 050	83 561	180 489	32
Îles Marshall	0,2	187 200	89 575	97 625	48
Îles Salomon	1,8	466 250	170 975	295 275	37
Inde	1 067,4	57 713 539	46 288 349	11 425 190	80
Indonésie	194,1	16 374 860	12 256 661	4 118 199	75
Iran (République islamique d')	297,6	18 969 071	13 902 962	5 066 109	73
Iraq	15,0	1 535 266	824 999	710 267	54
Jamaïque	8,9	763 899	563 020	200 879	74
Jordanie	59,3	5 836 874	4 338 055	1 498 819	74
Kenya	14,1	1 973 000	1 145 989	827 011	58
Kirghizistan	3,3	799 922	799 488	434	100
Kiribati	0,0	310 600	85 510	225 090	28
Koweït	273,8	10 824 663	6 449 599	4 375 064	60
Lesotho	0,0	448 900	274 538	174 362	61
Liban	68,6	6 439 571	6 095 155	344 416	95
Libéria	2,0	315 000	299 150	15 850	95
Libye	26,4	1 161 310	780 138	381 172	67
Macédoine du Nord	2,6	1 242 060	1 048 424	193 636	84
Madagascar	6,0	558 434	553 472	4 962	99
Malaisie	249,2	15 725 205	13 108 693	2 616 512	83
Malawi	3,8	628 745	472 234	156 512	75
Maldives	0,6	1 081 613	1 081 613	0	100
Mali	5,2	500 830	459 723	41 107	92
Maroc	19,1	1 654 159	1 266 159	388 000	77
Mauritanie	0,0	255 000	115 000	140 000	45
Maurice	3,1	782 500	417 577	364 923	53
Mexique	555,7	27 028 785	22 128 451	4 900 334	82
Micronésie (États fédérés de)	0,2	314 100	89 519	224 581	29
Mongolie	1,0	583 769	340 836	242 933	58
Monténégro	0,6	697 660	447 211	250 448	64
Mozambique	3,1	302 361	187 990	114 371	62
Myanmar	0,4	280 000	164 835	115 165	59
Namibie	8,2	810 000	619 229	190 771	76
Nauru	0,0	139 450	52 945	86 505	38
Népal	0,7	428 000	171 641	256 359	40
Nicaragua	3,3	471 426	304 426	166 999	65
Niger	5,6	558 840	410 203	148 638	73
Nigéria	165,7	9 603 143	5 943 768	3 659 375	62
Nioué	0,0	114 200	60 255	53 945	53
Oman	18,2	1 429 039	842 496	586 542	59
Ouganda	0,0	283 875	167 708	116 167	59
Pakistan	153,3	10 895 366	7 631 639	3 263 727	70

Pays	Élimination approuvée (tonnes PAO)	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)	Solde (\$ US)	Sommes décaissées (%)
Palau	0,2	303 000	108 000	195 000	36
Panama	11,6	1 260 815	865 737	395 078	69
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,4	1 125 000	905 335	219 665	80
Paraguay	7,7	840 600	550 621	289 979	66
Pérou	9,5	960 406	713 671	246 735	74
Philippines	40,0	3 628 365	2 814 110	814 254	78
Qatar	14,7	1 396 986	1 046 441	350 545	75
République arabe syrienne	10,1	590 036	3 778	586 258	1
République centrafricaine	0,5	64 001	64 001	0	100
République de Moldova	0,4	386 759	239 606	147 153	62
République démocratique du Congo	9,4	832 524	474 524	358 000	57
Rép. démocratique populaire lao	0,8	493 400	207 591	285 809	42
République dominicaine	12,5	3 831 820	3 001 180	830 640	78
République populaire démocratique de Corée	19,4	804 255	271 048	533 208	34
République-Unie de Tanzanie	1,1	482 375	171 527	310 848	36
Rwanda	1,9	437 399	282 196	155 203	65
Sainte-Lucie	0,6	369 418	181 393	188 025	49
Saint-Kitts-et-Nevis	0,3	147 542	98 342	49 200	67
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,2	421 951	252 365	169 586	60
Samoa	0,2	344 450	150 650	193 800	44
Sao Tomé-et-Principe	0,1	155 012	138 888	16 124	90
Sénégal	3,6	873 514	541 514	332 000	62
Serbie	5,2	1 110 641	976 790	133 851	88
Seychelles	1,4	540 000	352 445	187 555	65
Sierra Leone	1,0	459 620	199 286	260 334	43
Somalie	1,8	385 574	325 207	60 367	84
Soudan	49,0	4 333 164	2 341 875	1 991 289	54
Soudan du Sud	0,0	20 000	0	20 000	0
Sri Lanka	12,0	1 054 416	632 795	421 621	60
Suriname	0,6	186 742	142 109	44 633	76
Tchad	5,7	554 542	489 542	65 000	88
Thaïlande	255,0	18 424 008	16 943 950	1 480 058	92
Timor-Leste	0,1	504 170	313 729	190 441	62
Togo	7,0	629 894	554 369	75 525	88
Tonga	0,1	324 050	103 605	220 445	32
Trinité-et-Tobago	17,9	1 931 436	1 432 680	498 756	74
Tunisie	16,8	1 821 443	1 382 597	438 847	76
Turkménistan	2,4	812 706	663 688	149 018	82
Turquie	410,7	12 405 390	9 881 375	2 524 015	80
Tuvalu	0,1	168 450	78 645	89 805	47
Uruguay	15,2	1 835 762	1 089 510	746 252	59
Vanuatu	0,3	360 600	141 317	219 283	39
Venezuela (République bolivarienne du)	28,9	2 488 281	2 327 661	160 619	94
Viet Nam	183,6	14 088 851	9 673 143	4 415 708	69
Yémen	11,6	159 529	159 529	0	100
Zambie	2,5	462 956	242 956	220 000	52
Zimbabwe	12,3	1 288 818	941 761	347 057	73
Région : ASP	0,0	940 000	293 000	647 000	31
Total	14 637,4	868 841 119	691 960 722	176 880 397	80

Annexe V

RAPPORT SUR LES PROJETS D'INVESTISSEMENT ET LES ACTIVITES DE FACILITATION EN LIEN AVEC LES HFC FINANCES AU TITRE DES CONTRIBUTIONS SUPPLEMENTAIRES VOLONTAIRES D'UN GROUPE DE 17 PARTIES NON VISEES A L'ARTICLE 5

Contexte

1. Lors de son examen du rapport périodique global du Fonds multilatéral au 31 décembre 2018, le Comité exécutif, à sa 84^e réunion, a chargé le Secrétariat de remettre à la 85^e réunion un rapport périodique supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays non visés à l'Article 5, en identifiant les pays pour lesquels les projets ont été approuvés et en offrant un aperçu des objectifs, de l'état de la mise en œuvre, des principales conclusions et des enseignements tirés, des quantités de HFC éliminées s'il y a lieu, des sommes approuvées et décaissées, ainsi que des difficultés potentielles pouvant retarder l'achèvement des activités et projets, étant entendu que les renseignements seraient fournis sur une base individuelle pour les projets en lien avec les HFC et globalement pour les activités de facilitation sur les HFC (décision 84/12(b)).

2. En réponse à la décision 84/12(b), le Secrétariat a remis à la 85^e réunion¹ le rapport supplémentaire sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC en utilisant le modèle actualisé, après avoir intégré les suggestions pertinentes des agences bilatérales et d'exécution.

3. L'information à jour sur les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC reposant sur les rapports périodiques pour 2021 remis par les agences bilatérales et d'exécution est présentée ci-dessous.

Rapport sur les projets d'investissement en lien avec les HFC

4. Les agences d'exécution ont remis des rapports de situation détaillés sur la mise en œuvre des projets d'investissement sur les HFC pour l'Argentine, le Bangladesh, la Chine, le Liban, le Mexique et la Thaïlande. Les projets individuels sont résumés dans le tableau 1.

Tableau 1. Résumé des projets d'investissement en lien avec les HFC

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	Tm eq. CO ₂	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)
Argentine	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a (96,60 tm)	R-600a/R-290	138 069	1 840 755	1 072 038
Bangladesh	PNUD	Compresseurs et réfrigérateurs domestiques	HFC-134a (230,63 tm)	R-600a	329 801	3 131 610	3 131 610
Chine	PNUD	Mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques	Cyclopentane + HFC-245fa (250,00 tm)	Cyclopentane + HFO-1233zd(E)	257 500	1 275 000	1 270 980
Liban	ONUDI	Réfrigérateurs domestiques et commerciaux	HFC-134a/R-404A (112,58 tm)	R-600a/R-290	245 860	1 053 858	1 039 856

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/85/9

Pays	Agence	Produits	HFC utilisés (tm)	Substances de remplacement utilisées	Tm équ. CO ₂	Sommes approuvées (\$ US)	Sommes décaissées (\$ US)
Mexique	ONUDI	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a/R-404A (56,04 tm)	R-600a/R-290	124 657	1 018 123	24 383
Thaïlande ²	Banque mondiale	Réfrigérateurs commerciaux	HFC-134a (8,78 tm)	R-600a	12 555	183 514	146 811
Total			754,64		1 108 442 108 442	8 502 860	6 685 678

5. Cinq projets (Bangladesh, Chine, Liban, Mexique et Thaïlande) ont été achevés ; le PNUD a remis un rapport détaillé pour le Bangladesh et la Chine et les agences devraient remettre les rapports pour les autres projets d'ici la fin de 2022. Un projet a été retardé à cause de retards de l'installation finale, de la mise en service et des activités de formation du personnel de l'usine en raison des restrictions liées à la COVID-19 et aux difficultés rencontrées par la chaîne d'approvisionnement ; l'agence d'exécution prend des mesures pour achever ce projet avant le 31 décembre 2022.

Rapport sur les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC

6. La liste des pays visés à l'Article 5 ayant reçu un soutien financier pour les activités de facilitation de la réduction progressive des HFC est fournie à l'annexe III au présent document, avec l'état de la ratification de l'Amendement de Kigali et l'état du programme d'octroi de permis pour les HFC, exigés à l'Article 4B. Le soutien à la ratification hâtive de l'Amendement de Kigali, la mise en œuvre des activités indiquées au paragraphe 20 de la décision XXVIII/2 visant à établir des arrangements institutionnels de soutien, l'examen des programmes d'octroi de permis, la communication des données sur la consommation et la production de HFC, et la démonstration d'activités ne portant pas sur des investissements telles que la formation et la diffusion d'information, sont les principales raisons justifiant les demandes de financement des activités de facilitation.

Aperçu des progrès dans la mise en œuvre

7. Les activités de facilitation avancent bien dans la plupart des pays. À ce jour, le gouvernement de l'Allemagne³ et l'Italie,⁴ la BIRD,⁵ le PNUD,⁶ le PNUE⁷ et l'ONUDI⁸ ont mené à terme 82 projets en lien avec les activités de facilitation jusqu'en 2021. Les agences collaborent avec les pays afin de garantir l'achèvement rapide des activités de facilitation, malgré les contraintes imposées par la COVID-19.

8. Voici un résumé des activités :

- (a) ratification de l'Amendement de Kigali : consultations avec les parties prenantes sur les dispositions de l'Amendement de Kigali et les conséquences de sa ratification ; rédaction des documents légaux ; coordination et diffusion d'information aux différentes parties

² L'équipement utilisant la technologie de remplacement est en production. Les sommes seront décaissées aux entreprises bénéficiaires rétroactivement d'ici la fin de 2020, après la signature de l'accord entre l'intermédiaire financier et le bénéficiaire.

³ Papouasie-Nouvelle-Guinée et Seychelles

⁴ Lesotho, Rwanda et Tunisie

⁵ Indonésie, Malaisie et Thaïlande

⁶ Chine, Colombie, Costa Rica, Fidji, Jamaïque, Liban, Paraguay, Pérou, Trinité-et-Tobago, et Uruguay

⁷ Angola, Bahamas, Bhoutan, Cambodge, Chili, Chine, Équateur, Égypte, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Honduras, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Namibie, Nauru, Nigéria, Nioué, Ouganda, Palaos, République arabe syrienne, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Togo, Tonga, Turkménistan, Tuvalu, Vanuatu, Zambie, et Zimbabwe

⁸ Afrique du Sud, Albanie, Arménie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Gambie, Grenade, Macédoine du Nord, Mexique, Monténégro, Nicaragua, Niger, Philippines, Serbie, Somalie, Soudan, Tunisie, Turquie, Uruguay, et Viet Nam

prenantes ; évaluation par les pays des tendances en consommation de HFC et des répercussions de l'Amendement sur les différentes parties prenantes ; évaluation des besoins de formation du secteur de l'entretien à l'introduction de technologies sans HFC et l'utilisation sécuritaire des technologies de remplacement, et des douaniers au suivi et au contrôle du commerce des HFC au titre de l'Amendement de Kigali ; et participation à l'atelier régional sur la ratification de l'Amendement de Kigali ;

- (b) élaboration et exécution du programme d'octroi de permis et de quotas : examen et/ou révision des lois et réglementations, y compris les programmes d'octroi de permis et de quotas d'importation et d'exportation, afin d'y inclure les dispositions de l'Amendement de Kigali ; ateliers de consultation sur l'élaboration d'un programme d'octroi de permis⁹ et de quotas ; et consultations sur les mécanismes de suivi de l'offre et l'utilisation de HFC avec les douaniers et les autres parties prenantes ;
- (c) soutien à l'exécution d'un programme de collecte de données et de suivi : création d'un programme de collecte de données sur les HFC ; consultations avec les importateurs, les négociants et les autres parties prenantes sur la collecte de données sur les HFC et les mélanges contenant des HFC ; exigences en matière d'établissement de rapports et de suivi ; mise à jour des codes de suivi du système harmonisé (SH) pour les HFC et les mélanges contenant des HFC ; coordination régionale de la mise en place de codes du SH pour les HFC ; et achat d'équipement pour identifier les frigorigènes à base de HFC ;
- (d) mise en œuvre d'autres activités, y compris la démonstration et la formation : programmes de formation sur l'utilisation de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG), dont des frigorigènes inflammables, avec le soutien d'experts techniques ; programmes de rayonnement pour sensibiliser le public à l'Amendement de Kigali, aux HFC, aux solutions de remplacement sans HFC utilisées dans différentes applications, à l'utilisation de solutions de remplacement à faible PRG, à la réglementation sur l'utilisation de HFC et de solutions de remplacement sans HFC et au suivi de l'utilisation des HFC et des substances sans HFC dans les secteurs de la fabrication et de l'entretien de l'équipement de réfrigération, les institutions gouvernementales et techniques et le public ; et différents régimes fiscaux fondés sur le PRG des frigorigènes ; et
- (e) activités en lien avec l'efficacité énergétique : coordination avec les institutions d'efficacité énergétique afin d'inclure les dispositions de l'Amendement de Kigali tout en mettant en œuvre des mesures d'efficacité énergétique (p. ex., normes minimales de performance énergétique, programmes d'étiquetage, amélioration de l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation, participation à l'élaboration de plans de refroidissement afin de promouvoir les technologies éconergétiques à faible PRG, contribution lors de l'élaboration de normes régionales sur l'adoption de technologies éconergétiques) ;¹⁰ encouragement de la participation des parties prenantes de l'efficacité énergétique aux réunions en lien avec l'Amendement de Kigali ; promotion de l'efficacité énergétique du refroidissement dans le cadre de mesures sectorielles de promotion de l'efficacité énergétique ; formation en technologies de réfrigération et climatisation

⁹ Toutes les Parties sont tenues de mettre en place et d'exécuter un programme d'octroi de permis d'importation et d'exportation de substances réglementées de l'Annexe F nouvelles, usées, recyclées ou régénérées avant le 1er janvier 2019 ou dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de ce paragraphe pour leur pays, selon l'éventualité la plus éloignée. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'Article 5 qui décide qu'elle n'est pas en position de créer et de mettre en place un tel programme d'ici le 1er janvier 2019 peut retarder cette décision jusqu'au 1er janvier 2021.

¹⁰ Les gouvernements ont mis en œuvre plusieurs activités sur l'amélioration de l'efficacité énergétique avec et sans le soutien de sources à l'extérieur du Fonds multilatéral. Ces activités évoluent selon des exigences du pays. Ainsi, l'information sur les types de projets est illustrative et non exhaustive.

éconergétiques ; démonstration des économies réalisées par les utilisateurs qui adoptent de l'équipement éconergétique ; et conception d'équipement de réfrigération et climatisation éconergétique, et de mesures pour accroître l'adoption de technologies éconergétiques.

Principales conclusions et enseignements tirés

9. Les pays ont acquis de l'expérience concernant le processus de ratification de l'Amendement de Kigali et la mise en œuvre des activités de facilitation de la réduction progressive des HFC au cours de la mise en œuvre des activités de facilitation. Elle est résumée ci-dessous :

- (a) le rapport d'évaluation du pays permettant de comprendre les tendances de consommation aide les parties prenantes à définir les mesures à prendre et leurs responsabilités dans l'application de ces mesures, et fournit des recommandations concernant les mesures d'orientation et les activités d'assistance technique qui pourraient servir de feuille de route aux pays pour la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali ; les lignes directrices sur les méthodes de collecte de données et les questionnaires de sondage/modèles de rapport structurés ont été préparés et communiqués à toutes les parties prenantes concernées ; les activités en lien avec les plans d'action sur le refroidissement et l'amélioration de l'efficacité énergétique recevant le soutien des sources de financement à l'extérieur du Fonds multilatéral présentent également des occasions de coordonner et de collaborer à la mise en œuvre de projets pour réduire progressivement les HFC ; et les interfaces avec les activités existantes et prévues des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) ont été internalisées en analysant les niveaux de consommation de HCFC et de HFC, et en consultant les parties prenantes de l'industrie ;
- (b) le renforcement des programmes d'octroi de permis et de quotas afin d'y inclure les HFC et les mélanges contenant des HFC est une action prioritaire pour le suivi et l'établissement de rapports, qui exigent des consultations approfondies avec les institutions compétentes ; des actions ont été entreprises pour garantir l'identification exacte des HFC et des mélanges contenant des HFC, dont la mise au point des codes du SH et la mise en place de méthodes/processus pour une collecte et un suivi exacts des données sur les HFC ; la mise en place de programmes en ligne est appréciée par les douaniers et les importateurs car ils leur permettent d'économiser du temps, des coûts et des efforts ; le renforcement des capacités et la formation supplémentaire des représentants en collecte et en suivi de données sont aussi des actions prioritaires ; et la formation des douaniers et des agents d'exécution ainsi que le renforcement des points de contrôle frontaliers grâce à de l'équipement d'identification sont essentiels afin de prévenir le commerce illicite des HFC ;
- (c) le suivi continu auprès des autorités responsables de l'élaboration, de la mise au point et de l'approbation des politiques et réglementations sur les HFC par le Bureau national de l'ozone est essentiel. Comme les activités en lien avec les HFC portent sur un nouveau groupe de substances comprenant des mélanges et des substances de remplacement devant être manipulées avec soin, des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de renforcer les capacités des différentes parties prenantes nationales pour la collecte de données, le suivi et l'établissement de rapports, et pour la sensibilisation aux nouvelles politiques et réglementations en vigueur concernant les HFC. En outre, des interactions et la coordination avec les autorités en charge de l'efficacité énergétique sont nécessaires pour l'inclusion du type de frigorigène dans les normes d'efficacité énergétique, dans la mesure du possible ;

- (d) d'importants efforts s'imposent afin d'approuver les réglementations concernant l'adoption de frigorigènes à faible PRG, surtout en ce qui concerne la sécurité ; le renforcement des capacités, comprenant la formation et la diffusion de renseignements techniques, est essentiel à l'adoption durable de frigorigènes à faible PRG inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression ; et le renforcement des capacités des institutions de formation et techniques, et la formation et la certification des techniciens d'entretien en manipulation de frigorigènes à faible PRG sont essentiels ; le regroupement de synergies et d'activités existantes au titre des PGEH peut faciliter l'introduction de solutions de remplacement à faible PRG durables et rentables ;
- (e) la mise en place de normes minimales de performance énergétique, d'un régime de taxes/droits progressif fondé sur l'efficacité énergétique de l'équipement de réfrigération et de climatisation sans HFC et de taxes plus élevées pour les produits à base de frigorigènes à PRG élevé encourage l'industrie à faire la transition à de l'équipement à PRG moins élevé et plus éconergétique ; et bien que l'importation d'équipement de réfrigération et de climatisation usagé moins éconergétique ait des conséquences sur la mise en place des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique, plusieurs activités de diffusion d'information et de renforcement des capacités sont menées afin de réduire au minimum ces importations ;
- (f) la mise en place de normes nationales d'accréditation des techniciens en réfrigération et climatisation contribuera à réduire les HFC émis par l'équipement de réfrigération et de climatisation grâce à l'adoption de bonnes pratiques d'entretien et de pratiques sécuritaires lors de l'entretien de l'équipement à base de frigorigènes inflammables, toxiques et fonctionnant à haute pression ;
- (g) le recensement d'experts locaux pour entreprendre des activités exige le soutien continu du Bureau national de l'ozone et pour le renforcement des capacités, et tient compte des besoins/tendances précis de consommation ;
- (h) les activités mises en œuvre à ce jour ont élevé le niveau de sensibilisation des parties prenantes et du public quant à l'importance et aux avantages de l'Amendement de Kigali, et offert une perspective des habitudes de consommation des HFC et de l'importance de l'efficacité énergétique lors de la réduction progressive des HFC, en favorisant la participation des parties prenantes à la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali et autres interventions de suivi et de réglementation de la consommation de HFC.

Difficultés possibles

10. Voici les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités de facilitation :

- (a) la pandémie de COVID-19 demeure un obstacle à la réalisation des activités de facilitation dans les délais approuvés pour certains pays visés à l'Article 5, surtout en ce qui a trait aux consultations en personne des parties prenantes pour l'élaboration et la mise au point des réglementations sur les HFC, la ratification de l'Amendement de Kigali et l'achèvement des programmes de formation prévus au projet ;
- (b) les retards dans le règlement par voie administrative et le processus d'approbation pour la ratification de l'Amendement de Kigali et la mise au point des réglementations ont créé des difficultés dans certains pays visés à l'Article 5 ; un suivi étroit, le soutien des décideurs du

gouvernement, le renforcement des capacités et la diffusion d'information à l'intention des représentants du gouvernement ont aidé à amoindrir les retards ;

- (c) la situation politique difficile et les problèmes de sécurité dans certains pays visés à l'Article 5 ont entraîné des retards dans la mise en œuvre des projets ;
- (d) des consultations ont été menées pendant la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la collecte de données et les exigences d'établissement de rapports, et l'utilisation des HFC et des substances de remplacement sans HFC dans différentes applications (p. ex., la réfrigération et climatisation, la mousse de polyuréthane). L'importance de l'offre de formation et de soutien technique aux techniciens afin de garantir l'adoption sécuritaire des substances de remplacement à faible PRG dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation a été soulignée. La mise en œuvre des activités de formation portant sur l'utilisation sécuritaire des substances de remplacement au titre des PGEH a offert un soutien aux techniciens d'entretien de l'équipement à base de HCFC concernant l'utilisation sécuritaire de substances de remplacement à faible PRG ; la mise en œuvre de réglementations et d'autres mesures de soutien concernant l'utilisation sécuritaire d'équipement à base de frigorigènes à faible PRG (p. ex., normes nationales régissant l'importation et l'utilisation d'équipement de réfrigération et climatisation, les programmes d'encouragement pour les utilisateurs finaux concernant l'équipement de réfrigération et climatisation à faible PRG, les programmes de certification des techniciens d'entretien sur les pratiques d'entretien sécuritaires) et les activités de diffusion d'information et de sensibilisation concernant les substances écologiques à faible PRG menées au cours du PGEH ont accru le niveau de sensibilisation des parties prenantes nationales aux technologies à faible PRG, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation ;
- (e) la formation régulière des douaniers est primordiale à l'application efficace des programmes d'octroi de permis et de quotas et de la réglementation des HFC à cause du fort roulement de personnel chez les douaniers. Les activités de facilitation ont aidé les pays visés à l'Article 5 à entreprendre des consultations et la mise en œuvre d'activités sur le suivi de la consommation de HFC et l'adoption de substances de remplacement sans HFC et ont donné lieu à des dialogues sur les méthodes à adopter pour un refroidissement durable et éconergétique pendant la mise en œuvre des activités de réduction progressive des HFC. Les difficultés particulières devant être réglées lors de la réduction progressive des HFC et les synergies à regrouper lors de la mise en œuvre de l'élimination des HCFC et de la réduction progressive des HFC au cours des prochaines années pourront être précisées lorsque les pays visés à l'Article 5 entreprendront la préparation de la stratégie de réduction progressive des HFC, à la suite de l'approbation des lignes directrices par le Comité exécutif.

Sommes approuvées et décaissées

11. Au 31 décembre 2021, la somme totale de 23 827 225 \$ US a été approuvée pour les projets d'investissement et les activités de facilitation en lien avec les HFC financés au titre des contributions supplémentaires volontaires d'un groupe de 17 pays donateurs, et la somme de 18 914 156 \$ US a été décaissée.